

3 mars  
1584.

CMLXV.

*Les députés des états généraux en France au  
prince d'Orange.*

Paris. 3 mars 1584.

Ils le félicitent de la naissance d'un fils, mais ils regrettent que cette nouvelle ne leur soit pas parvenue directement, et ils se plaignent que les états généraux les laissent dans l'ignorance de ce qui se passe aux Pays-Bas, quoique depuis quelque temps le vent ait tourné et que plusieurs messagers des Pays-Bas soient venus en France, entre autres un vers monsieur Rebours. Ceux qui sont mal intentionnés ont occasion de dire qu'aux Pays-Bas on fait peu de cas de leur négociation. Le duc d'Anjou leur a ouvertement déclaré que le roi de France et son conseil sont disposés à faire la guerre au roi d'Espagne, et qu'il ne tient qu'à ceux des Pays-Bas que la guerre commence. Environ soixante chevaliers de l'ordre ont promis leur assistance. Aussi le duc est retourné à Château-Thierry de très bonne humeur. Il leur a dit aussi que le roi était d'accord avec le roi de Navarre et que le malentendu existant en Languedoc serait bientôt apaisé. Le roi lève de nouvelles troupes et „passe monstre soixante

bandes d'ordonnance complètes en leur payant quelques mois de gaiges et mectra un bon nombre d'iceulx aux villes plus proches à Artois." Il lèvera encore 6000 Suisses sous prétexte de malentendu avec le duc de Savoie. Avec la permission du roi, ils sont venus, „quasi en cachette" à Paris et, sous la conduite d'Alféran, ont visité plusieurs personnages, entr'autres ceux à qui ils portaient des lettres. Ils ont été très bien reçus; le maréchal de Biron surtout leur a assuré que leur venue était très opportune, cependant tout le monde a insisté sur l'abandon des places de sûreté. C'est pourquoi les députés prient le prince de persuader aux états de le leur accorder. Ils ont dit plusieurs fois au duc que cela n'avait encore jamais été demandé au cours des négociations antérieures, que l'abandon des places dépendait du peuple et non des états, et que même si les troupes françaises y étaient entrées, les habitants, de concert avec l'ennemi, pourraient facilement les en chasser. Le duc a accordé ce point, mais en ajoutant que cet abandon était indispensable pour contenter le roi et son conseil. Dans le P. S. ils répondent à la lettre CMLVI et promettent d'agir selon les désirs y exprimés concernant Mendoza, dont déjà ils avaient parlé auparavant. On les a avertis que le roi a mis à la disposition du duc 400 mille écus et une assignation sur la recette de tous les trésoriers et receveurs et qu'il a signé des commissions en sa faveur pour la levée de 200 compagnies. Le duc envoie des renforts considérables à Cambrai. Alféran se recommande au prince.

*Publié: Gachard, Correspondance de Guillaume  
le Taciturne, t. V, p. 214.*

---